

Rapport d'activités spécifiques du Groupe sida Genève - 2003



Réduction des risques liés à la consommation de drogues

Quai 9 – Espace d'accueil et d'injection - Bus itinérant prévention sida – Travail de rue - Boulevards

Ce rapport présente les activités menées par le Groupe sida Genève dans le domaine de la réduction des risques liés à la consommation de drogues en 2003. Sans prétendre décrire celles-ci de manière exhaustive, il propose une analyse critique des contextes dans lesquels ces activités se sont déroulées et détaille de nombreux aspects pratiques de la gestion des projets de réduction des risques pour les personnes consommant des drogues. Pour une vision d'ensemble des activités du Groupe sida Genève, veuillez vous référer au *rapport annuel 2003 du Groupe sida Genève*, disponible sur demande (par téléphone au 022/700 15 00 ou par courrier électronique sur info@groupesida.ch) ou à télécharger sur notre site www.groupesida.ch. Bonne lecture !

Le présent document peut également être téléchargé en format pdf sur notre site.



Après deux années 2001 et 2002 très mouvementées, avec à la mise sur pied du Quai 9 et l'agrandissement de l'équipe de travail, l'année 2003 a plutôt été synonyme de stabilisation, avant les nouveaux changements prévus. En effet, l'autonomisation envisagée du secteur par rapport au Groupe sida Genève (GSG) débouchera sur la création d'une association genevoise de réduction des risques en automne 2004.

Après avoir édité un rapport d'activité 2002 très complet sur l'ensemble de nos activités (auquel il reste possible de se référer – voir site www.groupesida.ch), nous faisons le choix cette année de nous limiter à répertorier les faits marquants relatifs à 2003. Nous y avons ajouté quelques éclairages spécifiques, qui ne reflètent bien sûr qu'imparfaitement la richesse des actions et contacts développés au cours d'une année d'activité.

Notre vision de la réduction des risques :

Qu'on le veuille ou non, la consommation de drogues fait partie intégrante de notre société. Il s'agit d'en limiter certaines conséquences négatives, sans exercer un regard jugeant sur les pratiques des personnes concernées. A cet effet, le regard est porté sur la situation de vie de la personne dans sa réalité actuelle. Elle est ainsi acceptée dans sa dépendance, même si s'en libérer peut rester un objectif à plus ou moins long terme. Le travail d'orientation vers les structures de soins et de traitement va dans ce sens.

La réduction des risques invite également à reconsidérer la notion de dangerosité des produits. La dégradation de la santé et la précarité sociale ne sont pas inhérentes à l'usage de drogues. Le contexte de consommation, le mode de vie, la marginalisation et la criminalisation sont autant de facteurs décisifs. Une modification des représentations vis-à-vis de ces questions reste un enjeu de taille pour notre société.

Ces mesures de réduction des risques ne peuvent être efficaces qu'en considérant les usagers de drogues comme des citoyens avec des droits et

des devoirs. Un partenariat basé sur leurs pratiques et valorisant leurs aptitudes à adopter des comportements de prévention est déterminant dans le succès de celle-ci.

Promouvoir la prévention auprès d'une population spécifique implique d'avoir accès à celle-ci. Il est indispensable d'établir une relation de confiance et d'être un lieu de référence facilement accessible et à proximité du contexte de la consommation.

De manière plus globale, notre travail s'inscrit dans les politiques fédérale et cantonale en matière de drogues et de lutte contre les épidémies. Toutefois, notre association tient également à son propre rôle d'interlocuteur des autorités, en tant qu'acteur de changement et de lutte contre l'exclusion.

Pour mémoire, les objectifs de nos actions de prévention sont :

- Réduire les conséquences négatives liées à la consommation de drogues
 - Transmission du VIH/sida et autres maladies (hépatites, etc.),
 - Risques d'overdoses et d'infections diverses,
- Promouvoir la santé des consommateurs de drogues en renforçant leurs capacités à adopter des comportements de prévention,
- Favoriser le maintien du lien social et limiter les situations d'exclusion,
- Favoriser le relais vers les structures de soins et de soutien,
- Contribuer à l'amélioration de la situation pour le voisinage.

Nos structures de travail sont les suivantes :

Bus itinérant prévention sida (BIPS) :

Programme d'échange de seringues initié en 1991.

Ouvert tous les soirs en deux lieux de Genève de 18h30 à 23h00.



Boulevards :

Prévention auprès de personnes qui consomment des drogues et se prostituent. Action initiée en 1996 et gérée en collaboration avec l'association **Aspasie**.

Ouvert trois 3 nuits par semaine de 22h00 à 1h30.



Le travail de rue :

Contacts avec les usagers, contacts avec le voisinage et les partenaires, observation de l'évolution du contexte. Action initiée en 1996.



Quai 9 – Espace d'accueil et d'injection

Structure initiée en 2001 pour les consommatrices par voie intraveineuse, âgés de plus de 18 ans.

Ouvert tous les jours de 12h00 à 19h00 (mardi et jeudi 14h00 à 21h00).



Automne 2003 - 18h.30 : La nuit tombe lentement sur le lac dans lequel se reflète le scintillement joyeux des guirlandes d'ampoules qui le bordent. Le Bus itinérant prévention sida (BIPS) arrive au « Lacustre », jadis à proximité immédiate du marché de la drogue, pour débiter ses activités. Sur le Quai Général-Guisan règne une certaine frénésie : flots de voitures, employés pressés de rentrer chez eux ou encore affairés au téléphone, femmes élégantes chargées de sacs à l'enseigne de luxueuses boutiques ou promeneurs tractés par leur chien. Les gens déambulent devant le bus et si rares sont les passants qui s'y arrêtent – usagers de drogues venant faire un échange de matériel, touristes égarés en quête d'information, personnes à la recherche d'un renseignement sur la conduite à tenir en cas de prise de risque sexuelle – tous sont interpellés par la présence de ce bus aux dessins explicites qui rappellent que le sida existe encore...

Pour l'équipe, c'est l'occasion d'échanger des informations entre collègues, de calculer les statistiques de la veille, de remplir les bacs de matériel qui seront distribués plus tard dans la soirée, de préparer de quoi servir des boissons chaudes et parfois, de discuter avec un usager ou des gens marginalisés qui n'utilisent pas les prestations du BIPS mais qui viennent créer un lien, comme ce cycliste anonyme qui nous gratifie chaque fois d'un « Bonjour, c'est le fou ! » en passant à vive allure et auquel nous ne manquons jamais de répondre ... Mais il est déjà 19h42 et il est temps de se préparer à rejoindre le second emplacement du bus, à la rue Malatrex.

Contrairement au dégagement et à la lumière du précédent, cet endroit est situé sous la voie de chemin de fer. Il y fait sombre et froid. Même la lourde chaîne que nous libérons pour y accéder contribue par son bruit à l'atmosphère sinistre du lieu. Une fois stationné, le BIPS fait face à un mur. Pendant quelques mois, on pouvait y lire : « l'impérialisme c'est la mort, mort à l'impérialisme ». Comme si nous ne la côtoyions pas assez chaque soir... Là, nous sommes attendus par trois usagers qui nous proposent spontanément leur aide pour installer la rampe d'escalier. Il est 20h.00 et trois heures durant, ces marches seront essentiellement foulées par des consommateurs de drogues, dans un flot continu ou par vagues successives.

Certains usagers du Quai 9 qui, après sa fermeture, viennent à plusieurs reprises pour un échange qui se limite souvent à celui du matériel d'injection. Non-consommateurs - groupes et individus de tous âges, femmes et hommes pratiquant la prostitution qui viennent également s'approvisionner en préservatifs.

20h55 Un habitué du bus rapporte 100 seringues soigneusement comptées, rangées et étiquetées, échangées contre un nombre équivalent de seringues et d'aiguilles stériles, auxquelles s'ajoutent une quantité précise de tampons secs et désinfectants. C'est dire combien sa consommation est organisée et bien gérée. « Plus de dix ans sans overdose ni même un abcès » nous explique-t-il avec une petite pointe de fierté dans la voix. A l'autre extrême, nous rencontrons aussi cette usagère qui a été préventivement privée d'accès à la salle d'injection du Quai 9 jusqu'à ce qu'elle se soit rendue à l'hôpital pour s'y faire soigner un abcès prêt à éclater. Retroussant sa manche, elle nous le montre pour un deuxième avis. Malgré notre inquiétude et nos encouragements à suivre les conseils de nos collègues, elle nous dit préférer « se faire un petit shoot de coke avant d'y aller. » Quand une heure plus tard nous la voyons réapparaître pour un nouvel échange, elle nous explique qu'après ce nouveau « pétard » de cocaïne, qui sera suivi d'un autre de Dormicum® pour la « descente », elle envisagera d'aller se faire soigner. « En fait, demain sera peut-être plus favorable », conclue-t-elle. Une fois encore, l'équipe est impuissante face à cette situation qui la renvoie à ses propres limites ...

21h25 Un nouvel usager s'enquiert des prestations du bus, prend deux seringues en consigne et remarque un message de prévention de l'hépatite C lié à l'inhalation. La discussion s'installe sur les différents modes de consommation et leurs risques. Désireux de prendre de la distance par rapport à la seringue, il part 10 minutes plus tard avec un « kit sniff », un nouveau matériel mis à disposition par le BIPS qui souhaite proposer des alternatives à l'injection.

22h15 Au fond du bus, confortablement installés dans les banquettes, deux jeunes usagers discutent avec une intervenante. Fatigués, sales et affamés après trois jours d'intense consommation, elle les convainc gentiment de faire une pause en les informant des lieux où ils pourraient se doucher et dormir au chaud plutôt que d'errer une nuit de plus dans la rue; que le lendemain, telle association pourrait leur assurer un bon repas et que telle autre leur fournirait des vêtements plus adaptés à la saison. Ils repartent avec des brochures, contents d'avoir pu parler à quelqu'un de compétent et de chaleureux qui ne les juge pas, soulagés aussi car ils ont découvert qu'un réseau de solidarité était tissé et fonctionnait bel et bien.

22h59 Alors que nous commençons à ranger le matériel, le 78ème usager arrive en courant, à bout de souffle. Il a subitement réalisé que le BIPS allait quitter la gare et qu'il se retrouverait sans matériel pour la nuit ...

Cette soirée a été riche en émotions de toutes sortes, comme souvent d'ailleurs. La permanence quotidienne s'achève et le bus s'en va regagner son port d'attache des Vernets. Le trajet de retour est l'occasion pour les intervenants de partager leur vécu ou d'échanger leurs ressentis sur des situations. C'est aussi un moyen efficace de se préparer à vivre la permanence du lendemain avec les usagers qui seront là, sans doute avec d'autres émotions, mais toujours avec autant d'intensité.

Les prestations développées dans nos structures sont :

- L'accueil comme prestation sociale de base
- L'information et l'orientation vers les structures de soutien,
- Les conseils de prévention (hygiène d'injection, sexualité – infections sexuellement transmissibles),
- Les soins de santé primaires et les prestations médicales de premier recours au Quai 9,
- La mise à disposition de matériel d'injection stérile et de préservatifs,
- Un espace sécurisé pour les injections,
- Un temps d'accueil réservé aux femmes et un espace d'échange collectif au Quai 9,
- La réduction des risques en matière de prostitution au bus Boulevards,
- Des premiers secours en cas de malaises et d'overdoses.

Pour l'équipe de Boulevards, la baisse de fréquentation du bus constatée en 2003 a été source d'intenses réflexions, voire même de doutes quant à la pertinence de son action auprès des femmes consommatrices de drogues qui se prostituent. Pourtant, la situation des femmes continue à être précaire, preuve en sont les agressions et/ou comportements violents enregistrés par l'équipe. De plus, l'existence de femmes qui financent leur consommation compulsive de cocaïne en offrant des services sexuels rémunérés est connue.

Une rapide enquête auprès des usagères des structures du Groupe sida Genève a permis de comprendre que les femmes pratiquaient désormais de plus en plus souvent la prostitution dans le quartier Gare-Pâquis, proche du marché de la drogue qui, toujours davantage, se disperse et s'étend au gré des interventions policières dans le secteur.

Que faire alors ? Quitter le boulevard Helvétique au profit de la rive droite et « laisser tomber » les quelques femmes qui viennent encore régulièrement trouver un peu de chaleur au bus ? Comme cette jeune femme qui revient sur le boulevard après 3 ans d'absence et qui nous dit combien elle est rassurée de retrouver cet îlot de lumière au milieu de la nuit et de son manège de voitures qui tournent dans le quartier.

Ou encore celle-ci qui, après une nouvelle période de détresse, nous a écrit un message qui dit en substance :

« L'équipe unique et magique,

Vous êtes des êtres exceptionnels, surtout pour moi qui ai souvent besoin de personnes humaines à l'écoute, toujours souriantes et grâce à qui je peux me ressourcer quand je passe avant [le travail]. Vous me faites sentir que j'existe et ça m'aide car je sais que je ne suis pas toute seule. Vous m'apportez la sérénité. »

Si nous savons désormais qu'il nous faudra aller à la rencontre des femmes là où elles peuvent travailler, là où la drogue les conduit, nous nous devons de rester quelques temps encore sur le boulevard, afin que l'arche du pont sous lequel est situé le bus ne soit pas seule à faire écho à certains cris de douleur ou de désespoir.

De manière illustrative, c'est aussi :

- Une présence 7 jours sur 7,
- 4'985 heures par année d'ouverture de nos trois structures aux usagers de drogues, ce qui équivaut à 15'066 heures de travail de collaborateurs-trices (travail social et soins infirmiers),
- 660 heures de travail de rue,
- Plus de 1'100 usagers de drogues différents rencontrés au Quai 9 en deux ans d'ouverture et 3'500 depuis le démarrage du BIPS,
- 280'000 seringues mises à disposition en 2003, dont près de 90 % en retour,
- 80'000 préservatifs distribués en 2003,
- 27 collaborateurs-trices réguliers (temps de travail divers), et 13 remplaçants,
- Des projets thématiques ponctuels en fonction des besoins de prévention observés,
- Une action de prévention annuelle Don Juan auprès des clients de prostituées (en collaboration avec Aspasia et l'Aide suisse contre le sida),
- De nombreux colloques et sous-groupes de réflexion, un travail administratif et d'intendance conséquent,
- De multiples interventions en lien avec le réseau professionnel et la communauté,
- Un nombre important de sollicitations, un travail de communication et de relations publiques conséquent,
- Une remise en question constante et une réflexion sur nos pratiques, de la créativité, de la motivation et de la bonne humeur !

Les ateliers d'injection pour les usagers de drogues ...
"incitation à la consommation ou réduction des risques ?"

Travailler au quotidien dans une salle d'injection, sans visée directe d'abstinence, auprès de personnes qui utilisent des produits dont la qualité est inconnue, qui ont un besoin d'automédication plus ou moins urgent et réussir à maintenir un lien pendant cet acte, c'est avant tout réussir à définir la position de l'intervenant comme témoin de l'acte d'injection, et non comme complice. Dès l'ouverture du Quai 9, les intervenants ont dû se mettre en position d'apprentissage : mener un mandat de prévention à l'aide de messages adaptés, passe par la compréhension de la pratique de chaque usager de drogues, par la connaissance des rituels et croyances autour de cet acte d'injection. Une première année d'activité nous a permis de travailler autour de ce positionnement professionnel.

En début 2003, le personnel remarque une augmentation des demandes pour une « assistance à l'injection ». Les usagers sollicitent en particulier les infirmières, pour obtenir des « trucs » destinés à faciliter leurs injections. Plusieurs travailleurs sociaux font part de leur difficulté à « conseiller » un usager sur la façon de s'injecter. De manière globale, nous remarquons que de nombreux usagers n'ont que très peu de connaissances de l'hygiène d'injection. Le rite d'initiation lié à la première injection, peut être déterminant pour que la personne perpétue des pratiques inappropriées.

La rencontre entre professionnels genevois et vaudois a mis en lumière le besoin de se pencher plus concrètement sur ces difficultés. Notre équipe d'infirmiers a donc élaboré une méthodologie d'animation d'un atelier d'injection, basée sur un partenariat avec les usagers de drogues, à partir de leur expertise en matière de consommation.

C'est donc en septembre 2003 qu'a été proposé le premier atelier d'injection. Ses objectifs sont :

1. Acquérir des connaissances de base sur l'anatomie du corps humain,
2. Acquérir des connaissances en lien avec la technique et l'hygiène d'injection et savoir les mettre en pratique,
3. Acquérir des connaissances relatives aux risques liés à l'injection, au manque d'hygiène ainsi qu'aux différents produits injectés (lésions, traumatismes, maladies infectieuses et overdoses),
4. Acquérir une certaine autonomie et des compétences dans la pratique de l'injection au quotidien,
5. Etre informé des risques de transmission des maladies telles que les hépatites et le virus VIH-sida.

Afin de poser un cadre spécifique et sans équivoque, l'atelier a lieu après la fermeture du Quai 9. Une première partie théorique avec des supports visuels pour le rendre vivant est proposée. La deuxième partie offre la possibilité de faire une injection avec de l'eau stérile, sous le regard de l'intervenant, qui va le guider et lui expliquer chaque étape.

De septembre à décembre 2004, nous avons organisé 4 ateliers, auxquels 9 usagers ont participé. Bien que peu nombreux, les participants se sont révélés motivés, enthousiastes et impliqués dans ce processus d'apprentissage. Un riche partage des connaissances entre usagers et professionnels a apporté une dynamique très interactive.

Plusieurs hypothèses peuvent être émises par rapport à la difficulté de mobiliser les utilisateurs-trices du Quai 9 : certains usagers, pris par leurs préoccupations quotidiennes ont de la peine à se projeter, même dans un avenir proche, et oublient tout simplement la date prévue. En outre, pour certains usagers il est certainement difficile de se confronter à ses difficultés face à l'injection et à son ambivalence relative à sa consommation. Nous ne sommes pas dans un cadre thérapeutique et nous continuons à laisser le libre choix aux usagers de réussir à faire cette démarche ou non, en sachant que le temps et la persévérance sont aussi les outils essentiels pour leur permettre de faire un cheminement par rapport à leur consommation.

S'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de l'enseignement sur la pratique quotidienne des usagers présents, nous pouvons confirmer que cet atelier permet la continuité du lien que nous souhaitons établir avec les usagers de drogues, lien qui est l'un des premiers outils de travail. Il permet également de rester en éveil par rapport à ce mode de consommation par voie intraveineuse qui n'est en aucun cas à banaliser. Il permet aussi de continuer à affiner une position éthique liée à notre présence en salle d'injection et à répondre de manière très pragmatique à l'objectif de réduire les risques liés à l'injection.

Ces ateliers se poursuivent depuis le début de l'année 2004, avec le même rythme mensuel.



Aspects généraux du travail de prévention auprès des usagers de nos structures :

Plusieurs éléments ont marqué l'année 2003. Nous avons recensé une augmentation de la fréquentation du Quai 9, tant au niveau du nombre d'injections (110 par jour en moyenne) que de l'utilisation de la salle d'accueil. Un temps d'attente parfois très important (particulièrement durant la période estivale) et des limites atteintes au niveau de notre capacité d'accueil ont posé des difficultés pour mener, en tout temps, un travail de prévention de qualité. Le "Moment femmes" a lui aussi été marqué par une augmentation de la fréquentation et de l'investissement des femmes dans cet espace spécifique.

L'arrivée en plusieurs "vagues" de très nombreux usagers de drogues d'ex-Union soviétique, en particulier de Géorgie, a posé certaines difficultés liées à la langue, à la culture et à l'effet de groupe qui ont demandé un travail d'approche progressive et de mise en confiance.

La fréquentation du bus BIPS (environ 75 passages par jour) est restée importante. Par contre, la fréquentation du bus Boulevards a diminué par rapport à 2002, avec le constat d'un déplacement de la prostitution des usagères de drogues vers la rive droite. Cette situation a entraîné une réflexion sur l'opportunité de passer en 2004 d'une structure fixe à une structure davantage mobile pour le bus Boulevards.

Nous cherchons continuellement à renouveler nos outils de prévention afin d'augmenter

l'efficacité de nos actions. Voici quelques exemples développés en 2003 :

- Mise sur pied d'un atelier d'injection (apprentissage des techniques et de l'hygiène d'injection) destiné aux usagers du Quai 9. Une collaboration a été développée dans ce contexte avec des institutions du canton de Vaud,
- Introduction de préservatifs de petite taille, qui manquaient jusqu'ici dans notre panoplie,
- Mise à disposition de "kits sniff" au BIPS, comme alternative à l'injection. Il s'agit aussi d'un moyen de mener un travail de prévention indirecte auprès de personnes sniffant leurs substances, par l'entremise d'usagers de drogues fréquentant le bus,
- Edition d'une petite brochure sur le thème du Dormicum (médicament détourné de son usage et consommé sous différentes formes), édition par Aspasia d'une carte de prévention sur la fellation à laquelle nous avons contribué financièrement, impression d'affiches adaptées d'un poster de Manchester sur la violence et la "self défense" destinées aux femmes de Boulevards,
- Mise sur pied d'une première semaine "nutrition" sur le thème de l'eau, avec invitation de spécialistes extérieurs (diététicien, collaborateur des Services industriels de Genève - SIG),
- Intensification de la récolte d'échantillons pour l'analyse de la qualité des produits, en collaboration avec T. Musset et le laboratoire de chimie clinique des HUG. L'année 2003 a mis en évidence de nombreux échantillons contenant des taux de pureté forts élevés,
- Collaboration régulière avec un médiateur d'origine géorgienne, afin de favoriser le contact et la prévention avec de nombreux

- usagers qui pratiquent difficilement le français,
- Augmentation de la collaboration avec notre médecin consultant Anne François, passant de 15 à 25% de temps de travail (augmentation prise en charge par le Département de médecine communautaire des Hôpitaux universitaires genevois - HUG), soit trois permanences de deux

heures auprès des usagers du Quai 9 au lieu de deux,

- Réaménagement intérieur du bus Boulevards (peinture, mobilier, comptoir d'échange de seringues davantage sécurisé), ainsi qu'une nouvelle peinture moins salissante et d'une couleur plus adaptée pour la salle d'injection du Quai 9.

La semaine thématique au Quai 9 : "L'eau dans votre quotidien"

Au mois de juillet 2003, nous avons mis en place notre première semaine thématique au Quai 9. Notre idée étant de proposer des thématiques correspondant à la réalité des consommateurs et qui pouvant répondre à leurs besoins et à leurs questionnements. La chaleur de l'été 2003 nous a tout logiquement amené à organiser une semaine sur le besoin d'eau dans le quotidien. En effet, nous savons que les usagers de drogues, consommant de la cocaïne en particulier, oublient de satisfaire leurs besoins vitaux, à savoir celui de boire et de manger également.

Nous avons abordé l'eau sous deux aspects complémentaires. Le premier concernait les eaux potables du réseau en invitant à l'une de nos tables rondes un responsable des Services Industriels, qui a pu attester de la très bonne qualité de l'eau à Genève. Plus d'une vingtaine d'usagers étaient présents avec de multiples questions allant de l'eau potable des fontaines publiques aux besoins d'eau pour les enfants. L'invité de notre deuxième table ronde était un diététicien qui a abordé les besoins physiologiques en eau et l'alimentation en général. Près de vingt participants ont également participé à cet échange animé. Divers jeux ont complété notre semaine, notamment des mots croisés ainsi qu'une dégustation à l'aveugle de diverses eaux proposées dans les magasins. Nous avons également abordé la question des boissons sucrées dont sont friands les gens en général ! Rappelons également que des magnifiques affiches, créées par un dessinateur talentueux, ont décoré les murs de notre structure.

L'importante fréquentation des activités nous a démontré l'intérêt d'aborder ce type de thématique au Quai 9. Cela favorise aussi les liens avec les usagers avec le prétexte d'un sujet différent de celui de la consommation de drogues !

Nous pouvons aussi souligner l'enthousiasme des intervenants extérieurs qui ont été très touchés par les contacts développés; ils n'avaient jamais eu de liens directs avec les usagers et nous ont exprimé le fait que leurs représentations, voire leurs appréhensions vis-à-vis des usagers de drogues, avaient changé depuis leur passage au Quai 9.



L'accueil d'usagers de drogues, requérants d'asile

Depuis décembre 2002, nous avons accueilli une population de requérants d'asile, usagers de drogues par voie intraveineuse, provenant principalement de Géorgie ainsi que d'autres pays de l'Est. Pour tenir compte de questions posées par la présence cette population bien spécifique et en constante augmentation durant l'année 2003, nous avons dû réinterroger notre pratique de l'accueil.

S'il semble que la plupart aient débuté la consommation intraveineuse dans leur pays d'origine, nous avons remarqué que ces personnes avaient peu de connaissance en matière d'injection. Elles consomment essentiellement de la méthadone, de l'héroïne et très peu de cocaïne. A fin 2003, nous avons accueilli près d'une cinquantaine de personnes différentes.

La spécificité de cette population réside dans le fait qu'elle vit et se déplace essentiellement en groupe. Lors de certaines permanences, ce groupe peut compter 10 à 15 personnes et occupe par conséquent une place extrêmement importante en salle d'accueil. Cette population a par ailleurs très peu de contact avec notre population dite "francophone", excepté lors d'éventuelles transactions de produits.

La première difficulté pour les intervenants a été l'impossibilité de communiquer avec ces personnes qui ne s'expriment pas en français. La plupart ont des connaissances très partielles en allemand, en anglais ou en italien, pays dans lesquels ils ont déjà séjourné. Nous avons dû affronter certains problèmes liés au respect du règlement du Quai 9, ainsi que la difficulté à leurs faire comprendre les sanctions que nous avons dû poser en certaines circonstances. Afin de préserver la qualité de notre accueil et notre travail de prévention, nous avons initié une collaboration avec un médiateur géorgien, Zurab Chvedelidze, médecin-chirurgien de formation, travaillant sur le Canton de Vaud avec des consommateurs de drogues. Depuis août 2003, il vient régulièrement pour faire un travail de médiation entre les collaborateurs de Quai 9 et cette population. Nous avons dès lors constaté que les besoins de cette population dépassent très largement notre mandat. Outre ceux concernant des besoins médicaux (demande de traitement pour l'hépatite, de sevrage), les besoins sont de l'ordre de la recherche d'un travail, d'une activité occupationnelle durant la journée ou encore de la régularisation de leur situation.

Malgré nos nombreuses difficultés, le travail de lien que nous défendons quotidiennement dans nos structures a pu, peu à peu, se construire avec cette population spécifique. Il demeure néanmoins de longue haleine et les questions relatives aux nombreux besoins de ces usagers de drogues, à leur situation inhérente à la politique d'asile en Suisse et relatives aux limites de notre structure reste très présentes.

Equipe de travail

L'équipe de travail s'est stabilisée en 2003, en particulier au BIPS avec l'arrivée de Jean-Luc Muhlebach au poste nouvellement créé de coordinateur des bus BIPS et Boulevards. Le début d'année 2003 a également vu le remplacement de Chantal Berthet par Martine Baudin promue coordinatrice du Quai 9. Herbert Velasquez et Julie Dalkiewicz ont quitté l'équipe du Quai 9, remplacés par Nadia Borel et Benjamin Ravinet, travailleurs sociaux ayant déjà oeuvrés respectivement comme remplaçante et stagiaire.¹

¹ Les personnes suivantes ont travaillé pour le secteur réduction des risques en 2003 : Laetitia Aeschbach, Dominique Baertschi, Martine Baudin, Nadia Borel, Anita Casal, Pierre-Alain Chatelan, Julie Dalkiewicz (jusqu'en juin), Emmanuel Ducret, David Gachet, Béatrice Gomez Rodgers, Gwenaëlle Jacot Guillarmod, Rosalind Jaquet, Lada Krajickova Tanner, Murièle Lasserre, Christiane Lubini, Christophe Mani, Sibylle Monney, Jean-Luc Muhlebach, Anne O'Neill, Frédéric Perrin, Rodrigue

L'équipe de remplaçants s'est étoffée en 2003, avec l'arrivée de Frank Demonchy, Martine Golay Ramel et Nicolas Pontinelli. Nous recourons d'ailleurs intensivement à leurs services, pour combler les périodes de vacance de poste, les arrêts maladies ou accident, les situations spéciales (formation, etc.). Nos activités ne pourraient pas fonctionner sans leur disponibilité et leurs compétences. Nous avons instauré en 2003 des "soirée remplaçants" trimestrielles, ayant pour fonction d'assurer le passage d'information et de se tenir à leur

Raquil, Benjamin Ravinet, Olivier Righetti, Sylvie Rieder (jusqu'en juillet), Herbert Velasquez (jusqu'en juin), Marc Vesin, Ariane Zufferey, Pierre Desnoyers, Emilienne Jayet, Pierre-Bertrand Etoundi.

Remplaçants : Camilla Biesert da Silva, Nathalie Boglio, Frank Demonchy, Pascale Ernst, Martine Golay Ramel, Fatima Laribi, Yves Monnier, Marie-Laure Moret, Pascale Del Pietro, Nicolas Pontinelli, Catherine Terretaz, Denise Wetzel et...

Stagiaires : Nathalie Dessibourg, Marine Malherbe, Benjamin Ravinet.

disposition pour la réflexion à partir de situations concrètes.

Dans le même ordre d'idée, les journées de réflexion hors cadre sont fort bénéfiques pour la cohésion de chaque structure et de l'ensemble. Des formations continues en groupe ou individualisées, organisées par le GSG ou par des instituts externes sont également favorisées. De même, la supervision externe a été assurée en 2003 par Christèle Randag pour le Quai 9 et par Joelle Libois séparément pour le BIPS et pour Boulevards.

Nous avons eu recours à plusieurs reprises à l'Association genevoises des psychologues au service de la police (AGPP) pour des débriefings individuels ou en groupe, lors de situations

émotionnellement très lourdes, notamment après des violences ou menaces. Cette collaboration s'est avérée très favorable et nous considérons aujourd'hui cet outil comme indispensable.

Nous devons malheureusement déplorer des piqûres accidentelles avec des aiguilles souillées pour plusieurs employé-e-s du secteur, mettant une nouvelle fois en évidence la nécessité de modalités d'organisation les plus claires et sécuritaires possibles, de même que la nécessité d'une vigilance de tous les instants. Bien qu'émotionnellement très lourdes à vivre, ces situations se sont heureusement avérées sans conséquence sur le plan de la santé de nos collaborateurs.

Et les enfants ?

La question de la présence éventuelle d'enfants de parents consommateurs à l'intérieur du Quai 9 est revenue très régulièrement dans nos échanges avec des professionnels ou avec des étudiants de diverses écoles sociales. Nous profitons de ce rapport pour relater la manière dont nous l'avons prise en considération dès le démarrage du Quai 9.

Les autorités ont clairement posé l'interdiction d'entrée à des enfants. Il est important de les préserver de ce lieu qui ne leur est en aucun cas approprié : bruit, fumée de cigarettes, tensions et discussions autour de la drogue sont constamment présents. Toutefois, avant même l'ouverture, nous nous sommes inquiétés du sort réservé aux enfants de parents qui utilisent le Quai 9, que ce soit pour l'échange de matériel d'injection ou pour la salle d'injection. Une rencontre a eu lieu avec les responsables du Trait d'Union, accueil de jour du Service d'abus de substances des Hôpitaux Universitaires afin de mieux connaître le travail fait auprès des parents-consommateurs.

Des contacts ont été pris avec la halte-garderie de l'association Zone Bleue se trouvant près du Quai 9 : les responsables ayant répondu positivement, un protocole de collaboration a été mis sur pied pour l'accueil de ces enfants en bas âge. Il s'agit de ne pas stigmatiser le parent consommateur, le jugeant irresponsable envers son enfant, mais bien de lui permettre d'offrir à celui-ci un endroit sécurisé pendant ses injections. Une information sur les possibilités d'inscription à cette halte-garderie est ainsi proposée à chaque parent venant au Quai 9 accompagné de son enfant.

Durant les années 2002 et 2003, plusieurs parents sont arrivés avec leur enfant. L'un des intervenants s'est toujours occupé de ces derniers, soit à l'extérieur de notre structure, soit au 1^{er} étage, le temps qu'un autre intervenant puissent discuter avec les parents. Il ne s'agit pas de remettre en cause leur parentalité, mais bien de les aider à trouver une, voire plusieurs solutions à la garde de leurs enfants pendant cette consommation active au Quai 9.

Grâce à notre questionnaire d'entrée rempli par toute nouvelle personne souhaitant se rendre en salle d'injection, nous pouvons relever que près de 32 % des utilisateurs du Quai 9 sont parents. Toutefois, la plupart de ceux-ci nous ont confié ne plus avoir la garde, les enfants ayant été placés chez une parenté, dans un foyer ou encore dans une famille d'accueil. Les autres usagers, ayant leurs enfants au quotidien, savent bien que notre structure n'est pas appropriée et s'organisent la plupart du temps pour venir seuls.

Notre collaboration avec l'association Zone Bleue a, par conséquent, été peu intense durant l'année 2003. Une seule situation a abouti, par ailleurs, à une collaboration exceptionnelle avec le Service de protection de la jeunesse. Nous avons ainsi pu mettre en lien une maman avec ce service spécialisé tout en continuant à préserver notre accueil pour celle-ci.

Toutefois, nous pouvons relever que la question de la parentalité chez les consommateurs de drogues reste une question difficile à aborder avec ces derniers, les sentiments de jugement moral et de culpabilité étant très présents. Nous continuons à les accueillir en tout temps, en leur laissant le choix d'aborder ou non cette question.

Gestion des relations de voisinage

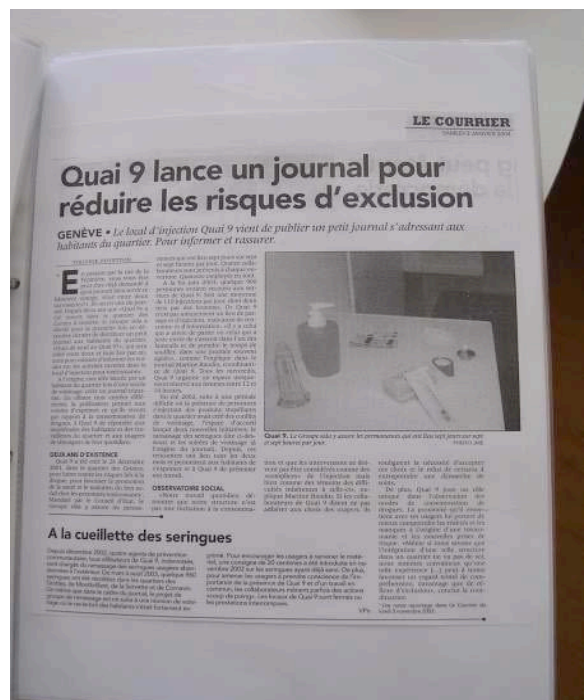
Après une fin d'année 2002 assez délicate (plaintes relatives à l'augmentation des seringues qui traînent dans le quartier), différentes mesures ont été développées en 2003, afin de favoriser les liens et l'intégration de nos structures (en particulier du Quai 9) dans le voisinage. En voici un aperçu :

- Mise en route de l'action de ramassage de seringues, avec l'engagement d'usagers comme agents de prévention communautaires. Présence 6 jours sur 7, dans le quartier Grottes-Gare, appuyée par une tournée quotidienne des membres de l'équipe du Quai 9 dans le voisinage immédiat de notre structure. Nous avons reçu d'excellents échos de la part du voisinage. 2300 seringues ont été récoltées en 2003,
- Instauration d'une consigne seringues dès novembre 2002 qui a certainement contribué à l'augmentation constatée du taux de retour de seringues (plus de 85 %), en particulier au Quai 9. Ce taux de retour s'élève même à 89 % en incluant la salle d'injection, ce qui représente le chiffre le plus élevé que nous n'ayons jamais obtenu,
- Réalisation de deux opérations "coup de poing" organisées par surprise par les collaborateurs du "Quai 9", avec suspension des activités pendant deux heures, afin de confronter les usagers de manière collective, sur les problèmes de seringues et d'injection dans le quartier et pour manifester notre mécontentement face à une tentative progressivement perceptible d'installation du deal entre usagers au Quai 9,
- Poursuite des "soirées voisinage" bimestrielles initiées en octobre 2002. 25 à 30 voisins y participent à chaque reprise. C'est un espace très intéressant d'échange, d'écoute et de recherche de solutions. Les discussions sont animées par Pierre-Yves Aubert, de l'équipe de prévention et d'intervention communautaire (EPiC-Infor Jeunes / Hospice général). Nous avons également été sollicités pour participer à une soirée de voisinage organisée spécifiquement par les habitants d'une coopérative d'habitation du quartier,
- Participation aux deux soirées organisées par les autorités "Qualité de vie dans le quartier

des Grottes" avec la participation de Mme Spoerri, M. Unger et M. Tornare, respectivement Conseillers d'Etat et Conseiller administratif de la Ville. La deuxième soirée a montré une dépoliarisation des préoccupations des habitants, alors nettement moins centrées sur la drogue et le Quai 9,

- Participation aux réunions du "Quartier contact", rencontres régulières des structures à caractère social du quartier des Grottes,
- Mise sur pied de sessions de formation/sensibilisation du personnel de la ville de Genève (voirie /Seve) sur les questions liées aux risques professionnels en relation avec les problèmes de drogues, en collaboration avec un médecin de la place. Nous avons également organisé une session de sensibilisation des concierges du quartier, à la demande d'un concierge lors des séances de voisinage,
- Edition du premier numéro du journal "Quoi de 9 au Quai 9", destiné en priorité au voisinage. Les médias genevois s'en sont fait l'écho, avec la publication de plusieurs articles et au travers d'un reportage télévisé.

Nous devons également relever l'impact de la politique policière en cours sur la configuration du quartier : augmentation de la zone d'interdiction de pénétrer sur le territoire et de dispersion du marché de la drogue.



Un lundi, le ramassage de seringues a lieu malgré ce jour de pluie ...

Ce lundi de pluie, Rodrigue, un professionnel du Quai 9 accompagnant nos nouveaux Agents de prévention communautaire (APC), est là malgré l'heure quelque peu matinale ! Il est 8 heures du matin et le ramassage de seringues va débiter pendant 2 heures, comme chaque matin, du lundi au samedi.

Vincent*, 33 ans, arrive toujours le premier, de bonne humeur ; il a passé un chouette week-end avec sa femme et son enfant de 4 ans. Pour lui, ce travail représente beaucoup, malgré une consommation qu'il essaie chaque jour de gérer au mieux. Le lien qu'il a construit en fréquentant le Quai 9 lui a permis d'être engagé et de démontrer le sérieux qu'il souhaite mettre dans ce nouveau petit travail. Au fil des mois, celui-ci lui a apporté avant tout une meilleure estime de lui-même car ses compétences, sa fiabilité et son savoir-faire ont été mis en lumière.

Puis arrive Marc*, 37 ans, qui râle parce qu'il a manqué son bus et couru pour arriver à l'heure ! Il est important de respecter un cadre pour démontrer ses aptitudes à reprendre un rythme. Un temps d'accueil permet aux collaborateurs de favoriser un lien privilégié entre les usagers et les deux intervenants, de favoriser un échange chaleureux et aussi de partager quelques soucis, liés à la situation de chacun.

A 8h 20, c'est le 3^{ème} agent qui arrive, Anthony*, 29 ans, lui aussi quelque peu essoufflé. Les cafés engloutis, nos agents sont prêts. Armés du matériel nécessaire pour le ramassage de seringues : bac de récupération, pinces, gants, petit sachet pour le matériel annexe à l'injection et lampes de poche, ils revêtent les vestes à l'effigie du Groupe sida Genève. Il est primordial que les personnes engagées pour cette action, soient reconnaissables par le voisinage. D'ailleurs, après 1 année d'activité, les habitants présents lors de nos soirées de voisinage ont exprimé leur satisfaction quant à cette action et félicité personnellement les APC présents.

C'est l'heure de partir dans le quartier, malgré le froid et l'absence du 4^{ème} agent. Il arrive parfois qu'un APC ne vienne pas du travailler, pris par des préoccupations diverses ou n'arrivant pas à se lever. Il pourra venir travailler le lendemain. C'est là, l'une des souplesses qu'accordent les intervenants, celle de pouvoir discuter et comprendre ce qui arrive à celui qui n'est pas venu travailler un jour. Sans entrer dans une élaboration d'un nouveau projet de vie ou projet professionnel, cette action permet aux usagers de drogues engagés d'être soutenus plus individuellement par Rodrigue et Fred, le 2^{ème} collaborateur actif pour cette action. Ce soutien permet ainsi à chaque personne de continuer sa réflexion et son cheminement par rapport à sa consommation.

A trois, les agents de prévention se répartissent les rues et Rodrigue décide d'en accompagner un plus particulièrement. Toutes les rues du quartier des Grottes seront passées au « peigne fin » avec une vigilance extrême pour les bacs à fleurs, les endroits cachés comme derrière les bancs publics ou encore aux abords des écoles. Ils feront également des endroits où des seringues ont été localisées par des habitants du quartier ou des structures sociales comme le Foyer "Au cœur des Grottes" qui nous avertissent. Deux heures de pluie n'entament pas l'enthousiasme des APC qui s'attellent à cette tâche avec beaucoup d'ardeur et de motivation.

Vers 10h.15, les trois usagers reviennent et indiquent à Rodrigue les endroits où des seringues ont été trouvées. Tout est notifié : lieux d'injection sauvage, nombre de seringues et de matériel trouvés et contacts éventuels avec des habitants, ainsi que l'horaire effectué pour le versement de la rémunération de Fr. 17.-- de l'heure.

La matinée s'est bien déroulée et nos trois agents repartent vaquer à leurs diverses occupations. Certains reviendront au Quai 9 durant les heures d'ouverture, d'autres seulement le lendemain matin. Quels que soient les événements éventuels qui se sont déroulés pendant ce travail (retard, absence, difficultés diverses pour accomplir cette action), ils restent accueillis au Quai 9, au même titre que les autres usagers de drogues.

Il est important de préciser que notre groupe d'APC est resté extrêmement stable puisque les quatre postes prévus ont été occupés par les quatre mêmes usagers durant toute l'année 2003. Nous pouvons également relever les chiffres suivants, relatifs au matériel trouvé :

- 2925 seringues trouvées en 2003, soit 243 par mois ou 8 par jour
- 292 interventions effectuées par les APC

Cette 1^{ère} année de ramassage de seringues a clairement démontré son utilité et ses conséquences positives, pour le voisinage et pour les APC eux-mêmes. Cette action continue durant l'année 2004.

* prénoms fictifs

Travail de rue

Les collaboratrices et collaborateurs du Groupe sida Genève mènent depuis 1996 des activités de travail de rue. Trois collaborateurs représentant les trois structures de la réduction des risques (Quai 9, BIPS et Boulevards) disposent chacun de 6 heures hebdomadaires pour mener ce travail.

Cette action se décompose en 3 volets :

- 1) Prévention auprès des usagers et usagères de drogues en complément du travail des autres structures.
- 2) Attention particulière portée aux différents partenaires du réseau.
- 3) Observation de l'évolution des produits et du marché en lien à notre travail de proximité auprès de usagers de drogues, afin d'adapter continuellement nos actions.

Travail auprès des usagers de drogues

En complément à notre action de sensibilisation et d'information quant à l'existence du Quai 9, nous avons porté cette année une attention particulière à la prévention auprès des consommatrices de drogues par la présence, pour la première fois, de deux travailleuses de rue. Après avoir recueilli de nombreux témoignages de femmes vulnérabilisées par la pratique d'échanges de services sexuels, nous avons estimé nécessaire d'aller à la rencontre des hommes. Ainsi, lors de nos permanences, nous nous sommes rendus aux arrêts de bus de la gare Cornavin avec une boîte contenant divers types de préservatifs, du lubrifiant et des informations. Nous avons observé que la présence de deux femmes facilitait les discussions autour des messages de prévention et des pratiques sexuelles, que ce soit auprès de consommateurs, de dealers et de clients potentiels. Il est regrettable de constater que suite à une présence accrue de la police aux alentours de la gare Cornavin, il est devenu au fil des mois, pratiquement impossible de rencontrer les personnes concernées par cette question de santé publique, le marché de la drogue étant plus éclaté.

Parallèlement à ce projet, notre action générale a continué : écoute, conseil, orientation et distribution de matériel.

Travail auprès du voisinage

Les rencontres avec le voisinage ainsi que le ramassage de seringues étant maintenant essentiellement gérés par le Quai 9, l'équipe de rue a pu reprendre contact avec l'Association des pharmacies, dans le but de renforcer le travail de prévention des officines mettant à disposition du matériel d'injection, de soutenir les mesures encourageant le retour de ce matériel et de faire des statistiques. Un questionnaire a été diffusé auprès des officines en novembre 2003, mais nous n'avons reçu que 25 réponses sur les 160 envois effectués, ce qui ne nous permet pas d'établir une statistique précise. Les réponses partielles indiquaient malheureusement un très faible retour de seringues usagées. Ne pouvant que déplorer cet état de fait, nous nous sommes rendus directement dans les officines proches de la gare Cornavin afin de compléter nos informations et tenter de sensibiliser directement les responsables des pharmacies. Nous ne sommes pas encore en mesure de faire un retour sur cette démarche mais restons convaincus de la nécessité de collaborer avec les pharmaciens dont les actions de prévention sont nécessaires et complémentaires aux nôtres.

Travail d'observation

Les renseignements obtenus par nos observations ont permis de relever une évolution géographique du marché de la drogue. En effet, bien que celui-ci soit encore très présent à la gare, il s'est aussi déplacé vers d'autres lieux tels que le Quai du Seujet, le parc Geisendorf, le parc Beaulieu ou encore la rue de la Servette. Nous pouvons faire l'hypothèse que les mesures prises par le Département de Justice et Police ont favorisé cet éclatement rendant nos actions de réduction de risques complexes.

L'équipe de rue s'est aussi rendue dans le quartier des Pâquis pour observer les changements éventuels quant à la prostitution des consommatrices de drogues afin de donner des compléments d'informations à l'équipe Boulevards, ce projet étant actuellement en phase de changement.

Liens avec les autorités

2003 a marqué la fin de la première phase d'évaluation du Quai 9. Le rapport d'évaluation de l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP) et les recommandations du Comité de pilotage ont été remis au Conseil d'Etat au printemps 2003. Dans la foulée, une deuxième phase d'évaluation a été initiée, plus spécifiquement axée sur l'impact de l'utilisation de la salle d'injection, les situations limites et l'analyse des attitudes des collaborateurs dans la promotion des messages de prévention. La poursuite des activités du Comité de pilotage au-delà de la phase expérimentale a été décidée, celui-ci étant une plate-forme très utile de rencontres entre les différents partenaires concernés par la bonne marche du Quai 9.

En réponse à ces rapports, le Conseil d'Etat a adopté une prise de position favorable, en septembre 2003, avec proposition d'augmenter les prestations du Quai 9 par un renforcement des heures d'ouverture et l'ouverture, à terme, d'un deuxième lieu d'accueil et d'injection, avec la possibilité d'y inclure une salle d'inhalation. Le Conseil d'Etat a fait parvenir son rapport au Grand Conseil, dont la Commission de la santé a débuté des auditions à fin 2003. Le rapport d'évaluation a été également présenté à la Commission mixte en matière de toxicomanie.

Les représentants du comité, l'équipe de travail et les usagers ont apprécié la visite au Quai 9 de M. Pierre-François Unger, accompagné de plusieurs hauts fonctionnaires de son département.

Nous avons également entrepris des négociations avec la police pour modifier les emplacements du BIPS. Un accord est intervenu pour une présence dans le quartier de St-Gervais, en lieu et place du Quai Général-Guisan, haut lieu des activités du BIPS depuis sa création, actuellement délaissé par les usagers de drogues.

Réseau genevois

Le développement de relations avec les partenaires du réseau fait bien sûr partie de nos centres d'intérêt. En plus des contacts désormais "habituels", plusieurs nouvelles initiatives ont vu

le jour en 2003 : l'instauration d'une présence mensuelle au Quai 9 d'un représentant d'Entr'acte (Centre de jour d'Argos) afin de favoriser le relais vers les démarches et institutions de traitement, ainsi que l'impulsion et la participation active à l'organisation des "Forums drogues", en collaboration avec Argos et les HUG, sous mandat de la Commission mixte en matière de toxicomanies et de la Direction générale de l'action sociale.



Ces initiatives se sont révélées très positives. Le Forum drogues a donné l'opportunité à 230 personnes provenant de diverses institutions genevoises de se rencontrer lors de l'une des quatre demi-journées proposées en 2003. Le DASS a accepté d'augmenter sa participation financière pour 2004, via le Fonds drogues, pour l'engagement d'une personne chargée de la coordination des forums 2004.

Nous avons participé à divers groupes de travail tels la Coordination cantonale genevoise en matière de sida, chargée d'élaborer les priorités d'avenir et la répartition des fonds destinés à la lutte contre le sida. Nous avons également participé au groupe d'élaboration de l'UMUS (unité mobile d'urgence sociale). A ce propos, nous notons notre satisfaction face à l'ouverture de l'abri PC de Frontenex et la meilleure coordination des institutions concernant l'hébergement des usagers de drogues.

Nous avons par ailleurs sollicité des représentants d'institutions et des spécialistes divers pour nourrir les réflexions thématiques abordées lors de nos colloques bimensuels de secteur. Nous avons également entretenu des échanges avec les urgences des HUG concernant l'accueil de professionnels lors de piqûres accidentelles avec du matériel d'injection.

Nous avons reçu de nombreuses visites de personnes du réseau et de stagiaires pour des périodes variant d'une journée à 6 mois. Nous avons également eu l'occasion de présenter notre travail dans différentes institutions et centres de formation, dont celui de la police. Nous recevons également des étudiants du collège, de l'école de culture générale, de l'Université, de l'Institut

d'études sociales, des écoles d'infirmiers-ères, de l'Institut des hautes études en administration publique. Ces personnes sont à la recherche d'information sur nos activités, afin de mener à bien divers travaux sur les drogues, le sida, les locaux d'injection, la prostitution, etc.

Collaboration avec l'Entr'acte, centre de jour de l'Association Argos : **"Une passerelle possible pour les usagers"**

L'un des objectifs de nos structures de réduction des risques est d'établir le contact avec des usagers de drogues ne fréquentant pas ou peu les institutions sociales ou de soins et de favoriser l'orientation de ces personnes vers ces structures, afin qu'elles puissent entreprendre les démarches leur permettant d'améliorer leur situation. Le travail dit de "seuil bas" implique que la personne soit demandeuse et partie prenante d'une telle démarche.

Cet objectif est présent depuis la mise sur pied de notre premier programme d'échange de seringues et de réduction des risques, le bus BIPS, en 1991. Différentes évolutions ont été constatées dans le temps. En 1991, un fort pourcentage de la population fréquentant le BIPS n'avait jamais été en contact avec une institution de soin, ce qui est aujourd'hui nettement plus rare. En effet, environ 70 % des personnes fréquentant le Quai 9 sont en traitement de substitution, auprès d'institutions spécialisées ou de médecins de ville.

D'un travail de pure orientation et information sur l'existence de ces structures, notre activité a de plus en plus évolué vers un travail de médiation entre usagers et structures de soins. Il s'agit souvent d'aider les personnes à reprendre contact avec une institution qu'ils connaissent, par exemple après une rupture de traitement. Il s'agit également de corriger certaines idées fausses sur ces institutions, portées par ces personnes ou transmises par "les copains des copains". C'est pourquoi notre travail de tous les jours consiste à informer, à soutenir la motivation, à soutenir le projet, parfois (mais rarement) à accompagner physiquement la personne.

L'accompagnement concret à partir de nos structures de prévention vers une institution est, en effet, limité pour trois raisons :

- éviter de faire à la place des gens lorsqu'ils sont à même de faire une démarche,
- éviter de prendre nos désirs (qu'ils entrent en démarche) pour leur réalité,
- manque de disponibilité (en temps de travail) des collaborateurs pour sortir de nos structures.

Nous avons néanmoins repéré deux situations dans lesquelles nous n'hésitons pas à faire cet accompagnement :

- situation d'urgence médicale durant laquelle une personne accepte (enfin) d'aller se faire soigner pour autant qu'un "coup de pouce" lui soit donné,
- situation de relais vers une institution auprès de laquelle une personne a déjà instauré une démarche d'entrée ou d'approche, mais qui nécessite visiblement un dernier "coup de pouce".

Cette activité d'orientation demande à nos collaborateurs-trices d'avoir une bonne connaissance du réseau socio-médical genevois, en particulier des structures spécialisées dans les domaines sida et toxicodépendance. A cet effet, ils visitent régulièrement ces structures et veillent à disposer d'informations à jour.

Malgré ce travail constant d'orientation, nous sommes confrontés à de nombreuses limites. Il est évident que rien ne peut se faire sans la participation de la personne concernée. Nous rencontrons régulièrement des personnes ayant une difficulté très marquée à se mobiliser pour mener à bien une démarche, quelle qu'elle soit, même lorsqu'elles en manifestent le souhait. Entreprendre une démarche destinée à modifier l'équilibre en place, fut-il même constitué de souffrance, n'est jamais facile. Voici quelques raisons qui peuvent influencer ces difficultés : manque de confiance en soi, faible estime de soi, ambivalence quant à leur souhait/besoin de quitter la consommation de drogues, pression du quotidien et difficulté à prendre du recul, difficulté à trouver l'énergie pour se mettre en mouvement ou encore méfiance par rapport au milieu institutionnel, réfraction à toute forme d'hospitalisation, voire à la médecine dans son ensemble.

Le représentant de l'institution n'est pas là pour faire notre travail de prévention, mais bien pour faire, à la demande, un travail d'information sur la structure dans laquelle il intervient. Il s'agit d'indiquer aux usagers certains chemins, mais cela restera de leur responsabilité d'ouvrir les portes pour y accéder. Cette présence ne doit en aucun cas générer de la pression ou du prosélytisme pour qu'une personne se rende vers telle ou telle institution.

En septembre 2003, fort de ces différents constats, nous avons invité le Centre de jour L'Entr'acte à venir au Quai 9 proposer aux usagers de drogues cette « nouvelle passerelle ». En effet, cette antenne représente une structure importante pour les consommateurs puisque, outre le fait qu'elle accueille quotidiennement les usagers, elle est aussi la porte d'entrée pour entreprendre une démarche vers un centre résidentiel à moyen et long terme ; elle est par conséquent une suite très logique du travail mené dans nos structures de réduction des risques.

Avant de démarrer cette présence, nous avons établi avec l'Entr'acte un cadre clair permettant aux intervenants de chaque structure de préserver l'anonymat et la confidentialité des propos des utilisateurs de Quai 9 : cette présence se situe exclusivement dans la salle d'accueil. Une table avec information sur la structure a été disponible afin que cette présence soit reconnaissable. Aucun retour n'est demandé à l'équipe d'Entr'acte sur les éventuelles démarches entreprises par une personne à partir de cette présence au Quai 9. De même, pour éviter de mettre des personnes dans l'embarras, une information préalable sur les dates de présence est affichée dans les lieux concernés (y compris le BIPS et au besoin au CRMT-Toulourenc), afin de laisser aux personnes la liberté de venir en connaissance de cause durant ces temps de présence. Le positionnement des collaborateurs d'Entr'acte fait également l'objet de clarifications régulières, afin d'éviter les éventuels pièges liés à cette présence au Quai 9.

De Septembre à décembre 2003, 4 permanences de l'Entracte ont eu lieu au Quai 9, avec différents professionnels. Sans qu'il soit possible de mesurer un éventuel taux de succès de ce travail d'orientation (de par le caractère anonyme de nos prestations à bas seuil) ou l'impact réel de cette intervention dans le choix de la personne de se mobiliser, il paraît pourtant clair que plusieurs usagers ont réussi à prendre ou à reprendre contact avec l'Entr'acte; certains ont clairement pu exprimer le fait que la présence d'un professionnel de cette structure a joué un rôle primordial dans cette reprise de lien.

Les contacts avec les intervenants de l'Entr'acte se sont révélés chaleureux et tout à fait possibles au sein du Quai 9, avec une présence de plus en plus confortable. Une meilleure connaissance de notre structure leur a aussi permis de mieux appréhender la consommation active et de mieux comprendre ce qui se joue sur la scène de la drogue. La présence de cette structure a également démontré aux utilisateurs-trices du Quai 9 que le réseau se mobilise autour d'eux et qu'il partage ses inquiétudes et ses préoccupations face à des situations de grande précarité. Cette « passerelle » se poursuit durant l'année 2004, convaincus que nous devons continuer à explorer toutes les pistes afin de contribuer à améliorer la situation sociale et sanitaire des usagers de drogues.

Réseau national et international

Nous menons toutes sortes d'activités très éclectiques au niveau national et international. Elles ont pour but de favoriser les liens avec les différents acteurs de réduction des risques et d'adapter nos prestations aux usagers de drogues au regard d'autres expériences.

Nous avons participé au Paléo festival en déléguant deux collaborateurs au camping, ainsi qu'à la journée nationale "Femmes et dépendances" avec présentation de nos activités. Nous intervenons dans les formations Aria-Great sur la prévention des overdoses et la réanimation. Nous entretenons des contacts réguliers avec les autres structures d'accueil et d'injection de Suisse. A ce propos, nous avons participé à une étude comparative au niveau national menée par

Sphinx sous mandat du Bureau de réduction des risques – BRR. Nous avons débuté une participation au groupe de rencontres des structures alémaniques intervenant dans le domaine du bas seuil.



D'un point de vue international, nous avons participé au comité national d'organisation de la Conférence latine de réduction des risques de Perpignan. Plusieurs présentations orales y ont été faites par des collaborateurs-trices du secteur. Nous avons de plus été sollicités pour plusieurs présentations au niveau international (Chambéry, Montréal, Bilbao à deux reprises, Vienne – ONU /séminaire femmes et dépendances). Nous avons collaboré de manière intensive avec Bilbao pour la préparation de l'ouverture d'un centre d'injection en novembre 2003, en faisant partie d'une délégation genevoise invitée dans le Pays basque afin de participer à la formation de l'équipe de travail. Genève étant considérée comme un modèle de politique en matière de drogues, nous avons eu l'occasion d'accueillir 30 personnes dans nos locaux, parmi lesquelles un ministre et plusieurs parlementaires du gouvernement basque, ainsi qu'une quinzaine de journalistes. Nous entretenons par ailleurs une collaboration régulière avec l'association Espoir Goutte d'Or à Paris, notamment sous la forme de stages réciproques. Nous avons également reçu la visite de personnes provenant de pays tels le Portugal, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, etc.

Publications

Divers articles de presse ou inserts télévisés ont été réalisés sur le Quai 9 début 2003, en relation avec la dynamique de voisinage. Certains articles se sont avérés parfois très réducteurs et n'ont pas toujours favorisé notre travail. Des reportages plus conséquents sur le travail du Quai 9 ont été publiés dans l'Illustré et dans le Courrier, ce dernier ayant également relaté la prise de position du Conseil d'Etat concernant l'avenir du Quai 9. Femina a également publié un article sur les aspects "femmes et dépendances", relatant notamment notre travail spécifique auprès des femmes.

Dans un registre plus spécialisé, relevons qu'un article sur le Quai 9 est paru dans la revue Médecine et hygiène. De plus, nous avons largement diffusé le rapport d'activité du secteur Réduction des risques 2002 auprès des professionnels. Il a notamment été publié sur le site Web du Groupe sida Genève et sur le site Web du Bureau de réduction des risques (BRR). Le rapport d'évaluation de l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne a également été rendu disponible sur les sites de l'IUMSP et du BRR.

Bilan Moment Femmes 2003

Le Moment Femme

Depuis l'ouverture en avril 2002 du Moment Femmes, la fréquentation de cette prestation hebdomadaire réservée aux femmes a connu une évolution positive. La moyenne est passée de six/sept femmes durant la première année à une dizaine à fin 2003 durant les deux heures d'ouverture du mercredi. Elles viennent le plus souvent en connaissance de cause : elle ont investi ce Moment, en affirmant vouloir profiter des salles d'accueil et d'injection sans les hommes. Elles disent s'y sentir à l'aise, appréciant le calme ambiant. Elles y viennent parfois sans utiliser la salle d'injection. Lorsque des femmes arrivent en pensant qu'il s'agit d'une permanence comme les autres, nous avons l'occasion d'être vraiment disponibles pour les accueillir.

En 2003, nous avons observé que les femmes parlent plus volontiers d'elles, pouvant aborder des sujets lourds de leur vie quotidienne. Elles discutent parfois ensemble de sujets douloureux tels que la prostitution, la violence conjugale ou de la scène de la drogue. En petits groupes, elles échangent leurs expériences, s'encouragent et se donnent des conseils. Des femmes au bout du rouleau, physiquement, moralement sont parfois amenées par d'autres. Ces situations peuvent prendre toute notre énergie et notre attention.

Le fonctionnement pratique du Moment Femmes ne se distingue pas des permanences journalières. 4 professionnelles provenant de nos trois structures Quai 9, BIPS et Boulevards peuvent être présentes, auxquelles se joignent ponctuellement des intervenantes extérieures. L'équilibre à garder entre les femmes et le nombre de professionnelles présentes a suscité plusieurs discussions. Comment entourer les personnes sans les étouffer en étant trop nombreuses ? Dans cet optique, l'espace a été quelque peu modifié l'espace, délaissant la grande table autour de laquelle nous étions souvent toutes assises pour des petits espaces définis soit par la trousse, soit par les magazines, les boissons et les fauteuils. Ainsi, nous nous répartissons ces différents agencements.

L'horaire a souvent été discuté par l'équipe : le mercredi entre 12h et 14h n'est pas nécessairement le moment idéal (jour de congé des enfants, trop tôt lorsqu'elles travaillent la nuit) et l'horaire du soir pourrait aussi être opportun. Toutefois, cela demanderait une réorganisation complète des horaires d'ouverture du Quai 9 et du personnel qui est actuellement difficile à envisager. Pour faciliter la transition avec le début de la permanence ouverte à tous dès 14h (passage à une ambiance complètement différentes dans un très court laps de temps), les collègues nous rejoignant viennent dorénavant un quart d'heure avant l'ouverture, pour prendre « la température », faire connaissance des événements et organiser la suite de la journée.

Une **trousse de prévention** a été conçue comme objet-médiateur pour aborder des thèmes propres aux femmes. Elle contient des préservatifs, du lubrifiant, des lavettes d'hygiène intime, des lingettes pour les mains, un miroir, une lime à ongle, des tampons hygiéniques, une liste d'adresses, une pommade désinfectante. Toute femme qui vient pour la première fois reçoit une trousse. Elle peut être rechargée à souhait, selon les besoins en préservatifs ou en serviettes d'hygiène intime par exemple. Des informations sur le Femidom ont été transmises à plusieurs reprises et ont stimulé la curiosité des femmes. Face à la demande récurrente de certaines femmes pour obtenir une nouvelle trousse, nous avons décidé de ne pas entrer en matière systématiquement, mais plutôt de rappeler le sens qu'elle a pour nous: offrir un cadeau certes, mais aussi et surtout créer un dialogue autour de la prévention, de l'image de soi, de la prostitution, de la contraception et de la maternité.

L'équipe a également décidé de mettre à disposition des journaux « féminins », qui semblent être appréciés et consultés. Après avoir bénéficié d'échantillons de produits cosmétiques apportés par une collègue et constaté les interactions fort positives suscitées par ces cadeaux, nous avons décidé de poursuivre la distribution d'échantillons lorsque nous pouvons en obtenir.

Nous apprécions des changements flagrants dans les attitudes des hommes. Ils continuent d'oublier que les deux premières heures du mercredi sont consacrées aux femmes mais les réactions sont beaucoup moins agressives à notre égard. Ils acceptent de partir tranquillement ou lisent le panneau affiché à l'extérieur et s'en vont sans même ouvrir la porte. Plus rarement qu'au début certains continuent d'être agressifs, ce qui nécessite de sortir pour leur expliquer notre démarche ou "d'encaisser", ce qui est nettement moins agréable.

Les intervenantes extérieures

Depuis l'été 2002, nous collaborons avec deux associations qui délèguent chacune une collaboratrice environ une fois par mois. Il s'agit d'Annie Piguët pour Viol Secours et de Marie-Claude Fachinotti pour le Planning Familial. L'idée est de donner l'opportunité aux femmes de mettre un visage sur ces lieux qu'elles pourraient un jour être amenées à contacter. Nous marquons leur présence par des flyers posés sur la table ou en les présentant aux consommatrices. Les conseillères prennent ce que les femmes veulent bien leur apporter, et vont plus loin dans la discussion concernant des thèmes spécifiques lorsqu'il y a une demande. La parole se faisant progressivement plus libre et le sujet de la prostitution étant de plus en plus régulièrement évoqué, Aspasia a accepté de déléguer Johanna Pioro Ferrand, une fois par mois dès janvier 2004, afin de répondre au mieux à ces nouvelles données. Celle-ci est aussi intervenue lors d'un colloque du secteur afin d'alimenter nos réflexions sur la prostitution.

Les sollicitations extérieures

Cette année a été riche en événements et nous avons fait notre possible pour répondre aux différentes sollicitations. Le projet de l'OFSP Femmes-Réseau-Qualité a officiellement pris fin en mars 2003 avec une journée de clôture à Fribourg où nous avons présenté sous forme de stand le Moment femmes et en particulier la trousse de prévention. Le bilan d'ensemble de ce projet que nous avons suivi depuis plus de deux ans est relativement positif malgré le peu de projets de "prestations femmes" qui ont pu voir le jour. Des contacts seront toutefois poursuivis à raison de trois-quatre rencontres par année. En mai 2003 se tenait à Perpignan la Clat2, réunissant les intervenants du domaine de la Réduction de Risques des pays latins. Avec une collègue de l'ISPA qui au préalable avait exposé la "Mallette genre", nous avons présenté le projet de l'OFSP avec comme exemple pratique, le Moment Femmes du Quai 9. En novembre, un article dans le magazine Femina a consacré plusieurs pages au projet de l'OFSP ainsi qu'au Moment Femmes et en décembre la Plate-forme romande Femme-Dépendance nous a invité pour une présentation sur le thème Toxicomanie-Prostitution, en collaboration avec Fleur de Pavé (Lausanne). Enfin, nous avons été sollicité par l'OFSP pour participer à un congrès organisé par la commission des Nations Unies contre le Crime et les Drogues (ONUDC) qui se tenait à Vienne sur le thème femmes et dépendance. Ces interventions dynamisent beaucoup notre engagement dans ce Moment femmes.

En juin 2003, nous avons invité Daniel Welzer-Lang, professeur et chercheur français s'intéressant à la notion du « genre ». Cette rencontre destinée aux collaborateurs-trices du secteur nous a donné une base théorique sur laquelle l'équipe peut s'appuyer pour aborder la notion genre. En septembre, Stéphane With et Johanna Pioro Ferrand, d'Aspasie, sont intervenus toute la matinée pour une réflexion autour de la prostitution. L'idée de cette intervention était également d'avoir quelques connaissances sur la prostitution féminine et masculine.

L'année 2004 s'annonce pleine d'activités : nous mettrons particulièrement l'accent sur le thème femmes-VIH, sujet clé lancé par ONUSIDA pour les deux années à venir; il sera question des femmes consommatrices dans un colloque cocaïne/drogues de synthèse qui se tiendra à Berne en juin 2004; des réflexions plus larges sur la prostitution, sur le travail de proximité auprès des dealers, sur l'avenir de Boulevards et autres viendront également alimenter cette nouvelle année.



A noter la sortie en 2003 d'une petite carte visite du Moment Femmes, un moyen de se faire connaître par les femmes et le réseau

Questions en cours – enjeux 2004

Au niveau des activités concrètes :

Les équipes de travail, en particulier celle du Quai 9, ont été confrontées à la gestion de plusieurs situations de violence en fin d'année, qui ont parfois nécessité l'appel en urgences de la police. La collaboration avec celle-ci s'est malheureusement avérée insatisfaisante à plusieurs reprises et nécessite de trouver des améliorations. Des contacts ont déjà été pris pour tenter de remédier à ces problèmes.

Le Collectif des usagers, réunion qui a fonctionné sur un rythme bimensuel depuis l'ouverture du Quai 9, est actuellement essoufflé, tant au niveau de la participation des usagers que des collègues qui se sont chargés de son animation. Ce collectif est actuellement suspendu, sauf pour proposer certaines rencontres thématiques, en fonction d'événements précis qui peuvent marquer le fonctionnement du lieu d'accueil. Une réflexion est donc nécessaire sur la suite à lui donner dans un plus long terme.

Nous avons certains questionnements concernant l'avenir de Boulevards. Avec Aspasie, des démarches sont en cours pour envisager une présence également sur la Rive droite, afin de renforcer l'efficacité de nos prestations et de répondre encore mieux à la réalité quotidienne des personnes qui consomment des drogues et se prostituent. Les interventions devraient à priori se mener sous une forme plus mobile qu'à l'heure actuelle.

Le changement des horaires et des emplacements du BIPS est prévu, étant donné la diminution avérée de la fréquentation au Lacustre. De nouveaux horaires seront opérationnels en début 2004. Un accord a déjà été trouvé avec les autorités pour une présence dans le quartier de St-Gervais.

Etant donné la fin du processus d'évaluation du Quai 9 par l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive, nous devons reprendre en 2004 la totalité de l'analyse des statistiques du Quai 9.

Au niveau global :

Le Conseil d'Etat a pris, en septembre 2003, une décision de principe favorable à l'augmentation des prestations du Quai 9 (augmentation des horaires et ouverture à terme d'un deuxième lieu). Celle-ci ne pourra malheureusement pas voir le jour en 2004, étant donné les problèmes financiers de l'Etat de Genève. Nous espérons que ces intentions pourront être prises en compte pour le budget 2005. Les négociations avec les autorités devront être reprises à ce propos.

Nous devons parallèlement prendre contact avec la Ville de Genève concernant la localisation de notre espace d'accueil et d'injection. Les travaux du futur tram Cornavin-Meyrin-Cern signifieront une démolition de l'îlot sur lequel est situé le Quai 9 et une réaffectation d'une partie du périmètre. Ces travaux, prévus en 2005, nous obligeront vraisemblablement à déplacer notre structure. Connaissant la difficulté inhérente à l'implantation d'un lieu d'accueil comme le Quai 9, il est nécessaire de s'y prendre suffisamment tôt pour trouver une solution satisfaisante.

Enfin, l'année 2004 verra en principe l'aboutissement d'une réflexion entamée au sein du Groupe sida Genève, prévoyant l'autonomisation des activités de réduction des risques liés à la consommation de drogues. Afin d'être plus en phase avec les évolutions de la problématique, le comité du Groupe sida Genève prévoit de confier les actions de réduction des risques à une nouvelle association spécifique à constituer. Celle-ci pourrait se profiler dans une logique dépassant celle du seul VIH/sida qui restera néanmoins une priorité importante des actions de ce secteur. L'équipe de travail est partie prenante de cette évolution. L'enjeu fondamental semble être celui de la communication (en particulier au niveau externe) sur les avantages de cette nouvelle configuration, de même que la réussite de la séparation à l'amiable avec le Groupe sida Genève. Une nouvelle aventure se profile, nous l'espérons dans l'intérêt des personnes qui consomment des drogues et au service de la prévention.

Janvier 2004